ÉDUCATION & JEUNESSE · FICHE MESURE

Plan Famille & Natalité

Plan Famille & Natalité : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
100 Md€	**75 Md€**	**−15 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −75 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi cadre Famille + LFSS + LF + révision Code travail + Code sécurité sociale + décrets

Résumé

Mesure stratégique pour inverser la chute historique de la natalité française (677 k naissances en 2023, plus bas depuis 1946, fécondité 1,68 enfant par femme vs 2,1 nécessaire au renouvellement). Six axes structurants inspirés des pays qui ont réussi à inverser leur tendance (Hongrie, République tchèque, Pays nordiques) : (1) Congé parental allongé et bien indemnisé (12 mois à 80 % du salaire pour les 2 parents) ; (2) Plan massif de places en crèches (+500 000 places en 5 ans, gratuité pour les modestes) ; (3) Allocations familiales renforcées dès le 2e enfant (vs aujourd'hui à partir du 3e pour la pleine prime) ; (4) Fiscalité familiale revalorisée (quotient familial plafond rehaussé, déductions élargies) ; (5) Statut parent solo amélioré ; (6) Conciliation vie pro/famille renforcée. Coût net 5 ans ~15 Md€, mais ROI démographique de +30-50 Md€/an à terme grâce aux cotisations sociales additionnelles et à la vitalité économique.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~100 Md€

- Congé parental allongé et indemnisé : ~30 Md€ cumulés
- Plan crèches +500 000 places (infra + personnel + fonctionnement) : ~20 Md€ cumulés
- Allocations familiales renforcées : ~25 Md€ cumulés
- Fiscalité familiale revalorisée : ~10 Md€ cumulés (manque à gagner fiscal)
- Statut parent solo amélioré : ~7,5 Md€ cumulés
- Conciliation vie pro/famille + cantines 1 € : ~7,5 Md€ cumulés

Recettes nouvelles et économies : ~25 Md€

- Effets indirects positifs (cotisations sur emploi parental maintenu plutôt qu'arrêté) : ~10 Md€ cumulés
- Effets sur la santé (baisse stress, baisse dépressions post-partum, etc.) : ~5 Md€ cumulés
- Effet d'éviction (le coût remplace certaines aides actuelles fragmentées) : ~10 Md€ cumulés

Coût net sur 5 ans : ~75 Md€, soit ~15 Md€/an en moyenne. **Investissement démographique majeur.**

ROI à long terme :

- Chaque enfant supplémentaire né grâce au plan rapporte ~250-300 k€ de cotisations + impôts sur sa vie active (à actualiser)
- Si le plan génère +0,2 pt de fécondité (de 1,68 à 1,88), soit ~140 000 naissances supplémentaires/an
- À 20 ans, ces ~2,8 M de personnes supplémentaires actifs cotisent et consomment
- **Apport à l'économie française à 30 ans : +30-50 Md€/an** (cotisations sociales + croissance économique + recettes fiscales)
- **ROI démographique : ~+1 € apporté par enfant pour ~3-5 € de retour à long terme**.

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire de la loi cadre Famille. Mise en œuvre immédiate de la revalorisation des allocations familiales et de la fiscalité familiale. Lancement du Plan Crèches France (premier appel à projets). Allongement du congé paternité à 8 semaines.
- **An 2.** Démarrage du congé parental partagé à 80 %. 100 000 nouvelles places de crèche opérationnelles. Statut parent solo renforcé. Premières revalorisations professionnelles petite enfance.
- **An 3.** 200 000 places de crèche cumulées. Premiers effets observés sur la natalité (statistiquement, le délai entre annonces et naissances est de 12-18 mois). Bilan à mi-parcours par France Stratégie.
- **An 4.** 350 000 places de crèche cumulées. Évaluation Cour des comptes sur l'effet économique du plan.
- **An 5.** 500 000 places de crèche cumulées. Bilan complet : nombre de naissances, taux de fécondité, satisfaction des parents, effets économiques mesurés. Régime de croisière.

Indicateurs de succès

- Taux de fécondité (objectif : 1,68 → 1,90 en 5 ans, 2,0+ en 10 ans).
- Nombre de naissances par an (objectif : 677 k → 850 k en 5 ans).
- Délai d'attente pour une place en crèche (objectif : 9 mois → 1 mois).
- Taux de retour à l'emploi des mères après naissance (objectif : > 85 % à 12 mois).
- Taux de prise du congé paternité (objectif : > 80 % vs ~67 % aujourd'hui pour 1 semaine).
- Taux de pauvreté des familles monoparentales (objectif : -30 %).
- Satisfaction des parents (enquête annuelle).
- Coût net pour les finances publiques (suivi annuel).

Public cible

Bénéficiaires directs :

- ~13 M de familles avec enfants à charge en France
- ~2,3 M de familles monoparentales
- ~677 k naissances par an actuellement, objectif >800 k en 5 ans, >900 k en 10 ans
- ~100 000 professionnels de la petite enfance formés et revalorisés
- ~13 M de couples en âge d'avoir des enfants

Bénéficiaires indirects : ensemble des Français à travers la viabilité long terme du système de retraite, de la santé, et de l'économie.

Pas concernés : ménages sans projet d'enfants (qui ne subissent aucune contrainte mais ne bénéficient pas spécifiquement).

Sources

- Insee — Évolution démographique de la France — https://www.insee.fr
- DREES — Études sur la famille et la natalité — https://drees.solidarites-sante.gouv.fr
- CNAF / Caisse Nationale des Allocations Familiales — https://www.caf.fr
- France Stratégie — Études sur l'effet économique de la natalité — https://www.strategie.gouv.fr
- OCDE — Family Database — https://www.oecd.org/els/family/database.htm
- Hongrie — Politique nataliste depuis 2010 — https://csaladbarat.kormany.hu — Modèle d'inversion réussie de la tendance démographique.
- Suède — Congé parental partagé Föräldraledighet — https://www.forsakringskassan.se
- Allemagne — Plan Elterngeld — https://www.bmfsfj.de
- Cour des comptes — Politiques familiales en France — https://www.ccomptes.fr

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/plan-famille-natalite/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.